

garder notre combativité sans laquelle aucune génération, certes aucune jeune génération, ne saurait attacher de prix à la vie.

M. T. L. CHURCH (Broadview): L'introduction de la question des affaires extérieures dans le débat d'aujourd'hui fera beaucoup de bien et clarifiera la situation pour ce qui est du Canada. Le pays s'attend que tous les partis de la Chambre tiennent à établir le maximum d'unité et à faire le minimum de critique sur une question aussi importante, à une époque aussi sombre que celle-ci et surtout parce que le Canada est un pays aussi difficile à gouverner.

La Grande Guerre a démontré que dans notre pays la loyauté n'est pas l'apanage d'un seul parti. Toutes les classes, règle générale, ont fait alors de leur mieux. Dieu nous garde d'en voir jamais une autre, chez nous, de jamais souffrir au pays des horreurs de la guerre que les peuples d'autres pays ont endurées et endurent encore aujourd'hui par la faute des dictateurs. Certaines gens du Canada pensent en eux-mêmes que notre pays vaut autant que la mère patrie, mais je crois que le sentiment réel des Canadiens c'est que, bien qu'il est possible que cela se dise, ils estiment et savent que la liberté et la civilisation dont ils jouissent aujourd'hui ils les doivent à la protection de la mère patrie. Au fond de l'âme ils sont persuadés que c'est la vérité.

Je connais le premier ministre (M. Mackenzie King) depuis nombre d'années; j'ai pour lui une très grande déférence, de même que pour le chef actuel de l'opposition (M. Manion). A mon sens, les déclarations qu'ils ont faites aujourd'hui contribueront beaucoup à clarifier la situation pour ce qui est du Canada. Les dépêches que l'on a lues indiquent que l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'ont pas témoigné envers la mère patrie plus de loyauté que le Canada. Ce qu'il y a d'ennuyeux dans notre pays c'est que nous manifestons trop de loyauté en parole. Le Canada a besoin aujourd'hui de courage, de prudence et de direction. C'est ce dont nos hommes d'Etat et nos dirigeants actuels ont le plus pressant besoin. Le sort de notre Empire, de la civilisation et de la liberté est en jeu: le sort de tous les dominions et de tous les pays du monde dépend du succès ou de la faillite de l'Angleterre. Si la Grande-Bretagne tombe, le monde retournera à la barbarie et le Canada, comme les autres pays, perdra la liberté et la civilisation dont il jouit.

Nous en sommes au cinquante-sixième jour de la session et la Chambre a enfin l'occasion de discuter la confiance qu'elle a placée dans le premier ministre en tant que chef du dé-

[M. Hayhurst.]

partement des Affaires extérieures et directeur de la politique étrangère du Canada. J'ai lu de nombreux discours prononcés par le premier ministre (M. Mackenzie King), et les déclarations qu'il a faites à la Chambre et dans d'autres parties du Canada. J'ai pris connaissance de ce qu'il a dit à Paris, et de ce qu'il a dit en arrivant à Québec. Il n'a jamais été plus nécessaire au cours de l'histoire de l'Empire de venir en aide à la métropole qu'en ce moment. A mon humble avis, tout l'argent dépensé pour la défense du pays, tant sur terre que sur mer et dans les airs, sera absolument gaspillé à moins que l'on ne coordonne cette politique avec celle de la Grande-Bretagne.

Le premier ministre a déclaré qu'en cas d'urgence le Parlement décidera de l'attitude que prendra le pays, en tenant compte de toutes les circonstances. Il a fait allusion à ce que les autres dominions ont fait et énoncé à ce sujet. A ma connaissance son discours ne renferme pas la déclaration que la grande majorité des citoyens de ce pays aimeraient y trouver, c'est-à-dire que nous appuyons la métropole. Dans le passé sir John A. Macdonald et sir Wilfrid Laurier ont fait des déclarations. Sir Wilfrid a déclaré que le Canada était en guerre lorsque la Grande-Bretagne était en guerre.

Comme l'ont fait remarquer les deux chefs cet après-midi, ce sont les dictateurs qui décideront si le Canada est en guerre ou non. Les dictatures pratiquent ce qu'on appelle la diplomatie de choc. Les dictateurs ne donnent pas l'occasion à un pays de se défendre. Ils prennent tout par choc, brusquement et brutalement. On nous dit que c'est le Parlement qui décidera si nous devons participer à une guerre ou non. Avant que le Parlement puisse se réunir, avant de pouvoir nous rendre ici, les navires des dictateurs pourraient remonter le Saint-Laurent et avec leurs avions modernes, détruire tous les services d'utilité publique au Canada avant que nous puissions les arrêter. Nous n'aurions pas le temps de faire quoique ce soit. Le peuple canadien ne prise pas beaucoup la politique qui consiste à convoquer le Parlement avant de prendre une attitude.

En 1914, sir Robert Borden a agi promptement, et le pays l'a appuyé. A mon avis il le ferait de nouveau, sous un gouvernement responsable si le cas d'urgence se précisait. Nonobstant les déclarations qui ont été faites aujourd'hui, la politique du Canada n'en est pas moins une politique d'isolement, à mon sens. Nous négocions nos propres traités. Exception faite de notre allégeance à la mère patrie, nous sommes une nation distincte. J'ai tenu compte de tout ce que l'on a fait au pays depuis 1921 relativement à la doctrine